

c'est possible, et le mettra au niveau du *Canada-Revue* des beaux jours, alors que cette publication était rédigée avec le brio et le talent reconnus des premiers littérateurs français du Canada.

Voici le programme formulé par le *Canada-Revue* à cette date :

Le principe bien arrêté de notre journal, — principe auquel la rédaction entend tenir la main, — c'est que l'on n'entre pas chez nous comme au moulin. Tout en étant parfaitement disposés à profiter des talents de nouveaux venus ou de jeunes qui aimeraient à faire leur marque, nous exigeons deux choses, et cette exigence, si elle est scrupuleusement observée, suffira pour créer une sélection facile, et décourager les cheveu-légers de la correspondance fantaisiste : aucun article ne paraîtra dans ce journal à moins d'être poli, et surtout, écrit en français.

De plus, nous ne prenons vis-à-vis personne, sauf nos collaborateurs reconnus, aucun engagement de publier ou non les manuscrits qui nous seront adressés. La rédaction restera seule juge, et ce, sans appel, de ce qui doit entrer dans le journal.

Et, maintenant que ces règles de boutique sont posées, rappelons encore brièvement notre programme dont nous ne dévierons sous aucun prétexte, ni sous aucune menace.

Nous entendons défendre la nationalité canadienne de toutes nos forces, et revendiquer dans son intégrité tous les privilèges auxquels elle a droit, non-seulement par les traités mais encore par le nombre. Respectant scrupuleusement, tant qu'elle s'existeront, les prérogatives de la race qui vit à nos côtés sur ce sol du Canada, nous combattons pied à pied toute tentative d'envahissement ou d'accaparement, mais aussi nous voulons agir dans cette voie d'une façon virile, et non d'après le vieux système mièvre et décrépit qui préside à nos solennités nationales. Il ne nous suffit pas de voir répéter à nos compatriotes qu'ils sont fort, qu'ils sont vaillants, qu'ils sont très intelligents ; nous en avons assez de voir dépendre à chaque Saint-Jean-Baptiste ou couronnement de rosières, des caisses entières de pots de pommade pour lisser l'amour propre de nos concitoyens. C'est en leur disant la vérité, et toute la vérité, que nous entendons réveiller leur virilité et en faire des citoyens utiles et respectés.

C'est dans cet ordre d'idées que l'éducation supérieure et élémentaire attirera spécialement no-

tre attention. Tout est à refaire dans cette matière ; notre système pêche de la base au clocher. Le Conseil de l'Instruction Publique est une impuissance qu'il faut supprimer. Un de nos confrères l'appelait l'autre jour "éteignoir à ramifications dont le maître capuchon est à Québec," et ce n'est pas nous qui le contredirons ; les livres d'écoles employés pour instruire notre jeunesse sont tous idiots, si innombrable que soit leur liste. Avec dix ouvrages qui seraient les mêmes dans toutes les écoles, et qui vaudraient quelque chose, il y en aurait amplement assez ; les parents économiseraient, bon an, mal an, une vingtaine de piastres par enfant ; mais cela ne ferait pas l'affaire des frères imprimeurs et des frères relieurs.

C'est ça qui nous est égal !

Ajoutons encore à cet aperçu des vues que nous exposerons la réforme de l'éducation féminine, la création d'une école française laïque et libre le clergé ayant parfaitement prouvé qu'il ne pouvait pas, ou ne voulait pas, donner la haute éducation qui nous convient.

Ces avantages ne peuvent s'obtenir que par l'accroissement des revenus qui sont à la disposition du gouvernement ou des municipalités pour le fonds de l'éducation. Pour obtenir des ressources nous insisterons sur la nécessité, aujourd'hui admise par la presque unanimité de la presse, d'abolir les exemptions de taxes qui, dans une ville comme Montréal, grossissent de 33 pour cent la portion à payer par chacun. Inutile d'ailleurs d'insister plus longtemps sur cet article de notre programme, qui est une des principales raisons d'être du CANADA-REVUE.

Ici nous ouvrons une parenthèse, et c'est avec aucun sentiment de légitime orgueil que nous constatons que cet article primordial et fondamental du *Canada-Revue* a fait un pas immense dans le pays. Nous donnerons qu'une preuve : la nécessité qui s'impose à tous les hommes bien pensants de créer un ministère de l'Instruction Publique et la promesse formelle du Premier-Ministre de la province de s'en occuper dès le commencement de la prochaine session.

Suivant ce qui sera fait à cette époque, nous aviserons aux moyens d'accroître le progrès dans cette direction.

Les réformes municipales, les questions ou-